

Édition abonnés mercredi 5 août 2009

Perpignan

Fruits et légumes : l'offensive a débuté contre les distributeurs

Avec un déversement devant une moyenne surface de la vallée de l'Agly, hier matin, à Estagel, les producteurs ont inauguré le premier acte d'un mouvement qui est momentanément suspendu après l'annonce, par le ministre, d'un plan d'urgence.



A Estagel, les habitants sont davantage habitués à voir passer des bennes à vendanges que des camions chargés de fruits destinés à être vidés devant le supermarché local. Et pourtant hier matin, un peu après six heures, c'est bien le Shopi de ce village vigneron qui a eu droit à un déversement éclair de pêches et de nectarines, sous le regard interloqué du gérant et de son équipe.

Un gérant indigné par des méthodes qu'il qualifiait de *"honteuses"*, ne comprenant pas pourquoi les agriculteurs s'en prenaient à son commerce alors que, selon lui, *"ils auraient mieux fait de s'intéresser à un distributeur de plus grande importance"*.

En fait, justifient les producteurs qui, pour l'occasion, avaient revêtu des cagoules, *"ce magasin a été ciblé car il commercialise des fruits en provenance d'Espagne"*.

Ce que ne niait pas le gérant, prétextant le prix trop élevé des produits locaux.

"Un avant-goût..."

Cette action, selon un manifestant *"est un avant-goût de ce qui attend les grandes surfaces dans les prochains jours, quelles que soient les enseignes et la taille des magasins"*. La veille, lors d'une réunion de producteurs à Ille-sur-Têt, a été, en effet, acté le principe de contrôles destinés à perturber les activités de la grande distribution.

Sous l'égide de la Fédération départementale des exploitants agricoles (FDSEA) et des Jeunes agriculteurs, ces actions qui devraient débiter très rapidement, seraient décidées sur le plan régional avec un tirage au sort des distributeurs concernés.

Ce qui pourrait occasionner le blocage d'une enseigne par jour sur plusieurs magasins au sein du Grand Sud.

Yves Aris, secrétaire général de la FDSEA, explique : *"En dénonçant les pratiques et le manque d'éthique de la grande distribution, nous dénonçons le préjudice subi par le producteur et le consommateur."*

Au niveau national nous avons réclamé une enquête qui devrait être conduite par la Répression des fraudes sur le même principe que celle menée lors de la crise laitière. Cette étude devrait nous renseigner sur l'origine des produits commercialisés et sur les marges réalisées par les intervenants de la filière."

"Misère sociale"

Toujours selon ce responsable : *"Chaque fois que nous avons voulu nous rapprocher du coût de production au cours de cette campagne, les distributeurs se sont systématiquement orientés vers des marchandises d'importation produites avec des coûts de main-d'oeuvre inférieurs aux nôtres et invendables à l'Est de l'Europe car cette région n'est plus solvable."*

Nous sommes donc condamnés, en quelque sorte, par les effets de la misère sociale".

Gérard Majoral, arboriculteur à Thuir et responsable au niveau national, se demande, de son côté, comment il va pouvoir honorer les frais engagés sur son exploitation et provisionner les avances aux cultures de la saison à venir.

Et ce, en espérant que les prix puissent se redresser par le marché et non pas par des aides publiques souvent jugées insuffisantes. *"En attendant, entre productions fruitières et légumières, on fait du social pour donner de l'emploi, dans ce département, à plus de 20 000 personnes. Alors que pourtant, le compte est déjà fait. On pourrait laisser les fruits sur les arbres. Ce qui, pour nous, reviendrait au même".*

Mouvement suspendu

A l'issue de cette réunion, les responsables ont décidé de la suite à donner à leur mouvement. Il pourrait prendre une tournure plus radicale, Gérard Majoral annonçant lundi soir *"des actions moins blanches que celles menées dans le cadre de la crise laitière et une extension possible, dès septembre, au secteur viticole".*

Mais hier soir, à l'issue de la réunion prévue au ministère à Paris, un plan d'urgence a été annoncé dont les modalités seront fixées lors d'une nouvelle rencontre prévue demain. Les producteurs ont donc décidé de suspendre momentanément leurs actions en attendant le résultat de cette négociation.

Ils ont reporté à vendredi d'éventuelles nouvelles manifestations.

Jean-Paul Pelras